

**DECRET N° 054 -2009 /PHCE / DU 23 MARS 2009PORTANT CONVOCATION
DU COLLEGE ELECTORAL POUR L'ELECTION DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE**

Article premier : Le collège électoral est convoqué *le Samedi 6 juin 2009* et, en cas de second tour, *le Samedi 20 juin 2009, en vue d'élire le Président de la République.*

Article 2 : Pour l'élection du **Président de la République**, les déclarations de candidatures sont déposées à compter de la date de publication du présent décret jusqu'au ***Mercredi 22 Avril 2009 à minuit.***

Les déclarations de candidature sont reçues par le Conseil Constitutionnel qui statue sur la régularité de la candidature et en donne récépissé.

Le Conseil Constitutionnel établit *la liste provisoire des candidats* à l'élection présidentielle et la rend public *le Jeudi 23 Avril 2009.*

Le droit de réclamation contre l'établissement de la liste provisoire des candidats est *ouvert à toute personne candidate.*

Les réclamations doivent parvenir au Conseil constitutionnel *le Samedi 25 avril 2009 au plus tard.*

Le Conseil constitutionnel statue sur les réclamations dans *les 48 heures qui suivent sa saisine.*

Le Conseil constitutionnel arrête *la liste définitive des candidats* et la transmet au Gouvernement *au plus tard le Jeudi 30 Avril 2009.*

Le Gouvernement assure *la publication de la liste définitive des candidats*, au plus tard, *le Mardi 05 Mai 2009.*

Article 3 : *La campagne électorale* sera ouverte *le Jeudi 21 Mai 2009 à 0 heure* et close *le Jeudi 04 juin 2009 à minuit.*

Article 4 : Le scrutin sera ouvert à *7 heures et clos à 19 heures.*

Article 5 : Toutes les opérations électorales relatives à l'élection présidentielle seront exécutées par *l'Administration* sous la supervision, le contrôle et le suivi *de la Commission Electorale Nationale Indépendante* conformément à la loi n° 2009 - 017 du 05 Mars 2009 portant institution de la Commission Electorale Nationale Indépendante.

Article 6: Le Conseil constitutionnel proclame *les résultats définitifs* du scrutin.

Article 7: Le Ministre de l'Intérieur et de la décentralisation est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié suivant la procédure d'urgence et au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.